

**FOURNITURE DE SERVICES PROFESSIONNELS POUR LE SYSTÈME D'INFORMATION DE  
GESTION DES RESSOURCES DE LA DÉFENSE (SIGRD) POUR LE MINISTÈRE DE LA DÉFENSE  
NATIONALE  
ET POUR LE SYSTÈME SIGMA POUR LE SYSTÈME SIGMA POUR TRAVAUX PUBLICS ET DES  
SERVICES GOUVERNEMENTAUX CANADA**

**N° DE L'INVITATION W8474-126279/F  
RÉVISION 001**

Cette modification contient les sections suivantes :

1. Ensemble de questions et réponses (1)
2. Modifications à la Demande De Proposition

**Section 1 : Ensemble de questions et réponses (1)**

À noter que les questions d'éclaircissement sont numérotées par ordre à leur arrivée à TPSGC. Une question et sa réponse seront affichées par Achatsetventes lorsque la réponse sera disponible. Les répondants éventuels sont donc avisés que les questions et réponses ne seront pas nécessairement affichées par Achatsetventes dans l'ordre. Les questions suivantes ont été reçues. Conformément à l'article 13 du document 2003 Instructions uniformisées – Biens ou services – besoins concurrentiels (2015-07-03), qui a été intégré dans la DS conformément à l'article 1 de partie 2 de ladite DS, les questions et leurs réponses sont fournies à tous les soumissionnaires éventuels comme suit :

- Q1. En ce qui concerne les dispositions relatives au « meilleur client », un processus de qualification concurrentiel comme la présente DDP oblige les soumissionnaires à évaluer leurs prix à des fins d'avantage concurrentiel et va à l'encontre de la nécessité d'inclure une clause de critères financiers obligatoires (CFO). Dans ce cas, au fur et à mesure que les soumissionnaires rédigent leur réponse, les forces du marché orienteront l'établissement des prix. L'État a la possibilité d'évaluer ces réponses et de qualifier les soumissionnaires en conséquence. Pour ces motifs, les responsables des marchés de l'État ont cessé d'inclure les exigences relatives aux CFO. Étant donné (i) que l'inclusion d'une clause de CFO convient davantage aux demandes de soumissions sans mise en concurrence dans lesquelles la pression des marchés sur la tarification n'est pas nécessairement présente, l'État acceptera-t-il d'éliminer cette clause et de conserver pour la présente demande de propositions un approvisionnement dans lequel la tarification concurrentielle est orientée par le marché?

Section correspondante dans notre DP sur le SIGRD.

**Page 69 (e) Vérification discrétionnaire des comptes – biens et(ou) services commerciaux**

L'attestation de l'entrepreneur à l'effet que le prix ou taux indiqué n'est pas supérieur au plus bas prix ou taux demandé à toute personne, y compris au meilleur client de l'entrepreneur, pour des biens, services ou les deux de qualité et de quantité semblables, peut faire l'objet d'une vérification des comptes par le gouvernement, à la discrétion du Canada, avant ou après que l'entrepreneur n'ait été payé.

Si la vérification des comptes démontre que l'attestation est erronée après que le paiement ait été versé à l'entrepreneur, ce dernier doit, à la discrétion du Canada, rembourser au Canada le montant qui est supérieur au plus bas prix ou taux ou autoriser le Canada à retenir le montant en le déduisant de toute somme payable à l'entrepreneur en vertu du contrat.

Si la vérification des comptes démontre que l'attestation est erronée avant que le paiement ne soit effectué, l'entrepreneur convient que le Canada ajustera les factures en suspens, en fonction des résultats de la vérification. En outre, il est entendu que si le contrat est toujours en vigueur au moment de la vérification, le prix ou taux sera réduit en fonction des résultats de la vérification des comptes.

R1. Le Canada a examiné la demande. Cette clause est incluse dans le cas où il n'y aurait qu'un soumissionnaire conforme. Aucun changement ne sera apporté à la clause ou à l'invitation suite à cette demande.

Q2. Annexe H-1, Page 139, et Annexe H-2, Page 141 – l'entente d'accès et de non-divulgence doit être signée par les employés individuels.

Cette formulation et les modalités de l'entente d'accès et de non-divulgence exigent que chaque personne travaillant avec les systèmes SIGRD et SIGMA signe une entente d'accès et de non-divulgence et celle-ci pourrait être tenue personnellement responsable en cas de manquement. Nous croyons que l'État devrait avoir un lien contractuel avec le soumissionnaire mais pas avec les employés du soumissionnaire. Notre entreprise, dans le cadre de ses conditions d'emploi, a des ententes de non-divulgence en place avec tous ses employés, et nous croyons qu'il incombe à notre entreprise et non à l'État de faire respecter ces obligations par nos employés. Pour cette raison, notre entreprise a en place une politique selon laquelle les employés ne peuvent signer une entente d'accès et de non-divulgence individuelle avec des clients, sauf dans des circonstances exceptionnelles, et nous ne croyons pas que ces circonstances s'appliquent dans le présent cas.

R2. L'entente d'accès et de non-divulgence doit être signée par chaque individu compte tenu de l'accès accordée aux systèmes et de la sensibilité des données incluses dans ceux-ci afin de compléter le travail requis. Ceci est le protocole standard actuellement en place. Aucun changement ne sera apporté à l'entente d'accès et de non-divulgence.

Q3. Nous désirons savoir s'il serait possible de prolonger la date de clôture jusqu'au 29 février étant donné que la DP a été lancée en décembre, pendant la période des Fêtes très occupée. Beaucoup de temps sera nécessaire pour identifier les douze contrats distincts nécessaires pour se qualifier. De plus, il sera extrêmement difficile de communiquer avec les douze clients cités en référence avant la date de clôture, compte tenu du temps des Fêtes.

R3. Le Canada a examiné la demande. La date de clôture ne sera pas modifiée.

Q4. En raison de la période des Fêtes et de l'ampleur des exigences de soumission, est-ce que l'État pourrait envisager de reporter la date de clôture au 5 février 2016? Cela donnerait plus temps aux soumissionnaires pour préparer des propositions de qualité qui respectent les exigences spécifiques de la DP.

R4. Voir la réponse R3.

## **Section 2: 2.Modifications à l'invitation:**

1. **SUPPRIMER :** DDP Partie 1 à la Partie 8.

**INSÉRER :** DDP Partie 1 à la Partie 8, révision 001, les modifications à la DDP sont surlignées en jaune.

2. **SUPPRIMER :** Annexe E-2 Qualifications minimales pour l'évaluation des ressources dans le

- cadre de l'autorisation de tâches – Le SIGRD pour TPSGC.
- INSÉRER :** Annexe E-2 Qualifications minimales pour l'évaluation des ressources dans la cadre de l'autorisation de tâches – Le SIGRD pour TPSGC révision 001.
3. **SUPPRIMER :** Annexe G-2 Liste des modules SAP – Le SIGMA pour TPSGC.  
**INSÉRER :** Annexe G-2 Liste des modules SAP – Le SIGMA pour TPSGC révision 001.
4. **SUPPRIMER :** Appendice A à la pièce jointe A – Tableau de réponses à la description de contrat.  
**INSÉRER :** Appendice A à la pièce jointe A – Tableau de réponses à la description de contrat révision 001.

**LES AUTRES TERMES ET CONDITIONS DEMEURENT INCHANGÉS**